

FIN DE LA GRÈVE DES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

# Les hospitalo-universitaires boycottent l'enseignement des sciences médicales

**La grève d'une semaine, déclenchée par les syndicats de la santé publique (SNPSP, SNPSSP, SNPDSM, SNMASM), qui a enregistré pour son dernier jour, hier, un taux d'adhésion de 86 %, a vu un grand rassemblement organisé hier sur la placette du CHU Mustapha-Pacha.**

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - Banderoles et affiches en mains, médecins généralistes, spécialistes, hospitalo-universitaires et psychologues étaient nombreux hier à venir, une fois de plus, manifester leur refus

des statuts prévus dans la nouvelle grille des salaires de la Fonction publique.

Ils dénoncent le mépris affiché par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et veulent désormais arracher

leurs droits par leur capacité à agir en rangs serrés. Deux assemblées générales ont eu lieu hier avec les différents syndicats pour débattre les actions à mener dans les semaines à venir.

Ainsi, il ressort que le durcissement est, pour le moment, maintenu par les hospitalo-universitaires qui ont décidé, en outre, de déclencher une grève illimitée concernant toutes les activités d'enseignement en

sciences médicales et de bloquer les jurys pour les examens de graduation et post-graduation. Les représentants des syndicats ont animé hier une conférence de presse pour dresser le bilan de cette grève qui a duré une semaine.

Selon le porte-parole des syndicats, le D<sup>r</sup> Merabet, «les prochaines actions de la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique seront connues dès la première semaine de janvier 2009, et ce en concertation avec les syndicats des autres secteurs, l'éducation en l'occurrence, pour sauvegarder la dynamique de la Coordination».

Il faut rappeler que les syndicats de l'éducation ne se sont pas associés à cette grève pour des raisons internes, et ont promis d'adhérer aux prochains mouvements. La proposition toutefois retenue, hier, par les syndicats de la santé,

comme future action, est la grève illimitée des soins.

Cependant, les initiateurs de la grève ont écarté de leurs prochaines actions le boycott des urgences, espérant ainsi ne pas avoir à recourir à la radicalisation de leur mouvement. Une fois de plus, les syndicats déplorent l'attitude méprisante des autorités, qui n'ont montré aucune disponibilité à ouvrir le dialogue avec les grévistes. Il est à retenir que les assemblées générales d'hier ont vu la naissance d'un nouveau syndicat, celui des médecins résidents. Ils étaient, en effet, 1 000 internes à se réunir, en marge des autres médecins, pour tenir leur première assemblée générale.

Les résidents de l'ensemble des hôpitaux du territoire national ont décidé de rejoindre le mouvement des syndicats autonomes. Leur adhésion risque ainsi de paralyser toute activité au sein des établissements de

santé, les CHU notamment, car ce sont eux qui assurent la permanence en cas de grève des médecins. Intervenant sur l'incident qui a eu lieu hier, lors du rassemblement, à savoir l'altercation verbale entre des médecins et D<sup>r</sup> Saïd Sadi, venu soutenir le mouvement, la Coordination exprime ses remerciements au président du RCD à la suite de son déplacement.

«Nous ne sommes pas contre sa venue, mais nous refusons que notre mouvement soit matière à manipulation et récupération politique», a affirmé le D<sup>r</sup> Merabet, qui a tenu à ajouter que «le mouvement est socioprofessionnel et n'a pas de couleur politique». Les intervenants ont cependant suggéré un meilleur apport du groupe parlementaire du parti, dans sa défense des causes sociales et syndicales au niveau de la tribune qu'est l'APN.

R. M.

## Sadi provoque un incident

Le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), le D<sup>r</sup> Saïd Sadi, s'est rendu hier au dernier rassemblement des cinq syndicats de la santé, pour exprimer sa solidarité avec ce mouvement. Après quelques échanges avec les leaders des syndicats, Saïd Sadi s'est confié à la presse, expliquant les motifs de sa présence sur les lieux qui, selon lui, «est un acte normal», en sa qualité de médecin et député. Qualifiant l'interdiction de la grève par le ministère de la Santé d'anticonstitutionnelle, le président du RCD a fait un long rappel des violations des droits de l'homme en Algérie. Cependant, la présence de cette personnalité politique au rassemblement n'a pas été appréciée par l'ensemble de la corporation des médecins. Une altercation verbale entre le leader du RCD et un professeur en médecine a failli tourner au vinaigre, n'était l'intervention d'autres médecins. Par crainte de voir cet incident se transformer en conflit, les initiateurs de la grève ont décidé de mettre un terme au rassemblement en invitant les médecins à se disperser.

R. M.

## DERNIER JOUR DE LA GRÈVE DE LA SANTÉ À CONSTANTINE

# Les médecins promettent l'escalade

**Comme prévu, les adhérents au mouvement de grève conduit par les syndicats de la santé, membres de la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique, ont observé, hier, un rassemblement au CHU de Constantine, lequel signe la fin d'un débrayage de cinq jours.**

Ainsi, les médecins (professeurs et maîtres-assistants en sciences médicales, psychologues, praticiens et praticiens spécialistes de la santé publique) sont venus nombreux exprimer leur détermination à aller jusqu'au bout dans la concrétisation de leurs revendications socioprofessionnelles.

Une position qui ne semble pas déranger outre mesure les responsables concernés dont la réaction était jusqu'ici défavorable.

Aux yeux des grévistes,

le verdict de la justice portant arrêt de la grève est abusif à partir du moment où ils ont suivi les procédures légales d'autant qu'ils ont assuré le service minimum à travers tous les établissements sanitaires du pays. Un verdict qui a plutôt conforté leur démarche protestataire. Les grévistes ne sont pas du tout inquiets quant à une éventuelle ponction sur leurs salaires mais affirment qu'ils vont durcir le ton en allant vers une grève illimitée en janvier prochain, si le gou-

vernement ne prend pas en considération leur demande d'ouverture d'un dialogue s'agissant de la revalorisation du point indiciaire. «Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière vient d'inciter les syndicats à durcir le ton en élargissant le mouvement aux autres corps médicaux subordonnés comme les résidents et en l'étalant encore dans le temps à l'occasion d'autres grèves», dira un professeur qui dit être outré par la réaction de la tutelle.

Une réaction qui entache la crédibilité du gouvernement, selon le président du bureau local du Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique

(SNPSSP). Sur un autre plan, les représentants locaux des syndicats ayant appelé à la grève avancent que le taux d'adhésion a battu tous les records atteignant 90 % des corps médicaux concernés, voire plus. Ce faisant, ils rejettent catégoriquement les chiffres communiqués par le ministère de la Santé indiquant que seulement 4,5 % des médecins ont adhéré à ce mouvement de protestation.

«C'est dire que seuls les membres organiques des bureaux des syndicats verront leurs salaires ponctionnés», ironisera le président du bureau local du SNPSSP, qui a qualifié le corps médical en Algérie de plus «froissé» au monde.

L. H.

## INSUFFISANCE RÉNALE

# La transplantation, «l'alternative»

**Plus de 834 personnes sont inscrites sur la liste d'attente pour une éventuelle transplantation rénale en Algérie qui compte 13 000 insuffisants rénaux. Cette liste pourrait tripler à l'horizon 2020 pour atteindre les 30 000 cas.**

**Wasilla Z. - Alger (Le Soir)** - Dressant le bilan de trente années de néphrologie, et se projetant dans la décennie à venir, le P<sup>r</sup> Rayane, président de la Société nationale de néphrologie, a estimé qu'un gros travail reste à faire. C'est en tout cas ce qu'il a laissé entendre lors de la Journée nationale d'étude sur le traitement de l'insuffisance rénale chronique et ses complications. Plusieurs communications étaient au programme de cette rencontre scientifique à laquelle ont participé plusieurs spécialistes en

néphrologie pour une meilleure coordination inter-services médicaux. Les débats convergeaient vers un seul exutoire : la transplantation d'organes à partir d'un donneur cadavérique. «Séduit» par le programme de la Société nationale des néphrologues pour cette journée d'étude, le P<sup>r</sup> Si-Ahmed, chef de service chirurgie au CHU de Blida, estime que cela permettrait de se situer par rapport aux dix prochaines années et éviterait «l'égarement». Selon ce spécialiste, tout doit être mis en œuvre pour réaliser la

transplantation d'organes à partir d'un donneur cadavérique, car cela reste la seule alternative pour une bonne prise en charge des insuffisants rénaux chroniques. Malheureusement, la greffe rénale à partir du donneur vivant ne représente que 10% de la demande. Celle-ci est actuellement limitée aux ascendants, collatéraux et descendants. Les néphrologues ont réitéré la nécessité de la mise en œuvre d'une transplantation à partir de donneur. L'objectif en est d'atteindre la réalisation de 200 greffes par an, soit 6 greffes rénales pour 1 000 000 d'habitants d'ici à 2010. 4 500 nouveaux cas sont recensés annuellement. Profitant de cette manifestation scientifique, les néphro-

logues ont entre autre, abordé une somme de problèmes qui entravent leur travail. Ainsi, l'hygiène hospitalière, avec les infections nosocomiales en tête de liste seront traitées. La prévalence de l'hépatite C représente 20 % et risquerait d'atteindre les 30 %. On relèvera que les hôpitaux publics dans la région est du pays, notamment à Khenchela, Tébessa, et Annaba rencontrent beaucoup problèmes en ce sens. En outre, l'accent sera mis sur la localisation des centres de dialyse péritonéale dans le centre du pays, au nombre de 23. L'activation du programme national de transplantation, en 2006, a permis la réalisation de 116 greffes durant la seule année 2007.

W. Z.

## MILIANA

# 500 g de clous retirés de l'estomac d'un enfant

Incroyable mais vrai. Oui, ce sont bien 500 g de clous, de bris de cuillères et de divers objets métalliques qui ont été extraits de l'estomac d'un enfant de 13 ans, le jeune D. R., pensionnaire du centre des enfants attardés mentaux, abandonnés par leurs parents, situé à Sidi-M'djahed, à une quinzaine de kilomètres au nord-ouest de Miliana, sur le versant ouest du Zaccar, dans une région totalement isolée et qui, en plus, a subi de nombreuses attaques terroristes, ayant fait des morts durant les années 1990. Lundi dans la soirée, le jeune D. R. est admis au service de chirurgie, souffrant atrocement de douleurs abdominales. Après l'examen clinique, l'intervention chirurgicale est décidée sans aucune hésitation et durera plus de 2 heures. L'équipe médicale est effarée, c'est une première, des clous rouillés, des petits morceaux de ferraille, des morceaux de cuillères, sont extraits de l'estomac du jeune patient. Mercredi en milieu de matinée, on a appris que son état de santé est jugé très satisfaisant et ses jours ne sont pas en danger. Ce cas interpelle notre conscience : d'où vient le jeune D. R. ? Selon des informations que nous avons pu recueillir auprès du centre de Sidi-M'djahed, l'enfant y séjourne depuis 2 ans et vient de Sétif. Pourquoi de Sétif à Sidi-M'djahed ? Selon notre source qui a voulu garder l'anonymat, «parce que l'ancien directeur du centre de Sidi-M'djahed a été muté à Sétif et l'enfant est arrivé quelque temps après...» Une autre question, fondamentale celle-là : «Comment ce pensionnaire a pu avaler des clous sans que personne parmi l'encadrement du centre ait rien remarqué ? Où trouvait-il ces clous ? Comment se fait-il qu'il ne s'est pas blesé le tube digestif au moment de l'ingestion des clous ? Il faut toute une enquête pour répondre à ces questions. Ceci dénote, sans contestation aucune, la faiblesse de l'encadrement du centre où ces reclus de la société sont abandonnés et cachés comme des «produits honteux». Le centre est sous tutelle de la DAS (Direction de l'assistance sociale), et son encadrement se compose d'un psychologue, d'une assistante sociale relevant du pré-emploi, de quatre aides-moniteurs et de deux éducateurs. La couverture médicale est assurée en cas de nécessité par l'hôpital de Miliana pour la santé physique et par un psychiatre privé conventionné. «Surtout pour le renouvellement des ordonnances», nous dit-on. Tout le monde s'accorde à dire que ce centre souffre d'isolement. De par sa situation, au sommet d'une montagne, les actions de solidarité de la population et des bienfaiteurs sont rares. 64 pensionnaires y vivent, ils sont âgés de 11 à 45 ans, des deux sexes. Ils ont besoin de chaleur humaine et vêtements pour l'hiver (il fait très froid à Sidi-M'djahed) et d'être aidés aussi parce qu'ils n'arrivent pas à se prendre en charge sur le plan hygiénique. Toujours est-il que ce n'est pas en améliorant le couvert et offrant des sucreries à ces patients à l'occasion de la Journée du handicapé que ça va changer grand chose à leur situation. Ils méritent une meilleure prise en charge surtout sur le plan psychiatrique parce qu'à l'exemple du jeune D. R., même si on lui a sauvé pour la deuxième fois, le risque de récidence demeure.

Karim O.